

## Deuxième Contre Forum de la Culture

« Quel Contre-Forum pour quelles politiques culturelles d'avenir? »

Avignon, le 21 Novembre 2009

Cinéma Utopia Manutention (10h-17h)

organisé par : Sud-Culture 84, Sud-Culture Solidaires, AIP-PACA et la revue *Cassandra-Horschamp* (avec le soutien de Solidaires 84 et du NPA 84)

Après une première édition assez ratée en Novembre 2008, mais au titre ronflant et sans ambiguïté (*la Culture, facteur de croissance*), le 2ème Davos de la Culture, récidive du 19 au 21 Novembre à Avignon, avec un titre cette fois-ci beaucoup plus flou (*les stratégies culturelles pour un nouveau monde*). Ne nous y trompons pas, derrière ce titre plus consensuel, de quoi débattront cette année encore les élites du business culturel européen ? De *fiscalité*, d' *attractivité* économique, de *stratégies*. C'est dit en toutes lettres (et en sous titre) du programme des réjouissances du 2ème Forum de la Culture. Bref, il sera question à nouveau de savoir comment la culture peut générer encore plus d'argent à l'heure de la crise , et le *nouveau monde* dont il est question ici, est, à n'en pas douter, le monde chimérique du *capitalisme moralisé* cher à Sarkozy et à son gouvernement godillot.

Pourtant, depuis Novembre 2008, la situation de la Culture n'a cessé de continuer à s'aggraver en France. Les Entretiens de Valois ont accouché d'une souris en laissant croire à l'existence d'un dialogue social vidé de son sens. Sarkozy s'est ouvertement moqué de sa propre ministre de la culture Christine Albanel, en annonçant en Janvier 2009 devant un parterre de personnalités de la culture médusées, la création d'un Conseil pour la Création Artistique chargé de mettre de l'ordre dans les finances publiques et un bon coup de balai idéologique dans le petit microcosme culturel. Présidé directement par Sarkozy, assisté de Martin Karmitz et de quelques autres grands patrons d'entreprises culturelles, cette instance supérieure, outre qu'elle sort du cadre de nos institutions en outrepassant les prérogatives du ministère en charge de la culture, préfigure clairement la fin de ce ministère. Disparition que la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) a pratiquement entérinée au cours de l'été (avec la bénédiction du nouveau ministre de la culture Frédéric Miterrand), avec la suppression de centaines de postes au ministère de la culture, et la restructuration de pans entiers du ministère.

Face à cette situation d'une gravité sans précédent pour l'existence de la Culture comme service public et comme droit fondamental dans notre pays, Sud-Culture propose d'organiser un 2ème Contre-Forum de la Culture pour débattre des politiques culturelles imaginables pour plus de démocratisation. Pour débattre d'une autre vision de la Culture ou l'humanisme, l'échange, le partage, la créativité et l'innovation seraient au cœur de la question culturelle.

### PROGRAMME

**10h : Accueil, café etc...**

**10h30 : Introduction par Sud-Culture 84**

**10h40 : « De la culture de la marchandisation à la marchandisation de la culture, la lente dérive de la politique culturelle de l'Etat » par Jean-François Hersent** (Secrétaire National de Sud-Culture Solidaires).

*Après l'ère de la culture de la marchandisation, c'est aujourd'hui le temps de la marchandisation de la culture : les politiques suivies par les gouvernements successifs consistent, sous couvert de*

*modernisation, à adapter notre société à un processus général de privatisation du bien commun, comme on peut le voir dans l'éducation, la recherche, la santé et l'énergie... et dans la culture. Cela a pour conséquence de renoncer à l'idée même d'émancipation par la culture pour se tourner uniquement vers les industries culturelles sur fond à la fois de désengagement de l'Etat d'un côté et de soutien renforcé de l'Etat aux industries culturelles, de l'autre. Cette orientation implique à brève échéance la fin même de la notion de service public culturel et la transformation de pans entiers de celui-ci en de simples activités de loisirs, livrés au secteur privé.... Selon le souhait partagé par les organisateurs du deuxième Davos de la culture qui va se dérouler, comme le premier, en Avignon, les industries culturelles et médiatiques (le plus souvent du reste intégrées au sein de grands groupes industriels aux activités multiples) doivent constituer le fer de lance de la nouvelle période économique. Avec le passage de la plupart des activités culturelles sous domination du capital, c'est non seulement l'avènement du règne de la marchandisation quasi totale de la culture – marchandisation fortement encouragée et accompagnée par l'Etat et les politiques culturelles en vigueur -, c'est aussi un coin de plus enfoncé dans la résistance à la marchandisation de l'ensemble des activités humaines sur la totalité de la planète. C'est contre cette logique que nous nous battons.*

**11h10 : « La culture invisible et asphyxiée ou comment survivent sur le territoire des équipes artistiques et d'action culturelle menacées par les restrictions budgétaires et le désintérêt des médias » par Valérie de Saint Do** (directrice adjointe de Cassandre-Horschamp).

**11h40 : débat avec la salle**

**12h : Projection de court métrage sélectionnés par Utopia**

**12h30 : Pause repas (sur place) : l'organisation offre boissons et pique nique**

**13h30 : « Le syndicat face à la précarisation des travailleurs de la Culture (l'exemple du groupe précarité du syndicat Sud Culture Solidaires) » par Irène Pereira** (de la commission Précarité à Sud-Culture Solidaires).

*La précarité est une condition qui touche de plus en plus de travailleurs et en particulier de travailleurs de la culture. 22% des emplois dans le secteur culturel sont précaires contre 13% dans les autres secteurs. Face au développement de cette situation, on souligne souvent la difficulté pour les organisations syndicales à prendre en charge la défense des intérêts de ces nouveaux précaires. A travers l'exemple du groupe précarité du syndicat Sud Culture Solidaires, nous voudrions analyser les difficultés, mais aussi les tentatives concrètes auxquelles donnent lieu la tentative de défendre des travailleurs précaires.*

**13h50 : « Entre les productions culturelles rentables et les actions institutionnelles sous tutelle des collectivités et de l'état, comment développer une troisième voie : celle de l'économie créative solidaire » par Jean Michel Lucas** (docteur en sciences économiques et maître de conférence à l'Université de Rennes).

*Pour sortir discrètement du système des subventions publiques aux acteurs culturels, les collectivités inventent, ici et là, une solution appelée "économie créative" qui permettrait à la fois d'assurer la survie des acteurs culturels avec moins d'argent public et de dynamiser la créativité des territoires. Je voudrais développer l'idée que cette perspective est trompeuse car, sans précaution, elle soumet les projets artistiques au seul jeu de la rentabilité économique en régime de concurrence ou aux appréciations de la pertinence de leurs retombées territoriales. Il convient donc de résister à ces tendances lourdes qui effacent progressivement les spécificités de la politique publique de la culture. Il faut affirmer que les politiques culturelles doivent respecter l'éthique des accords internationaux sur les "droits culturels des personnes" et notamment doivent garantir la*

*liberté d'expérimentation artistique. Dans cette voie, entre les produits culturels rentables prônés par la logique concurrentielle européenne et les actions des institutions culturelles sous tutelle des collectivités et de l'Etat, pourrait réellement se développer une troisième voie, faite de projets culturels soucieux d'attention aux autres, de réciprocité et de plus de démocratie : la voie de "l'économie créative solidaire". Doc Kasimir Bisou*

**14h20 : débat avec la salle**

**14h40 : Projection de court métrage sélectionnés par Utopia + pause**

**15h :** « *marchandisation de la culture et créativité, ou quand la valeur d'échange supplante la valeur d'usage* » par **Alain Lefebvre** (Professeur émérite à l'université de Toulouse Le Mirail, membre d'ATTAC).

*La notion de créativité est devenue omniprésente dans notre société marchande. Les injonctions du rapport Jouyet-Lévy (2006) sur la nécessité de "mieux valoriser les actifs immatériels de la France"*

*répondent directement aux objectifs de l'agenda européen de Lisbonne (2000) visant à "réaliser, au sein de l'Union européenne, l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde". Les politiques culturelles, au niveau de l'Etat central comme à celui des collectivités territoriales, reprennent à leur compte cette vision utilitariste de l'activité créative en privilégiant de plus en plus souvent la valeur d'échange de la culture (vente de produits ou de marques, marketing territorial...) au détriment de sa valeur d'échange (enrichissement des imaginaires des individus et des groupes).*

**15h30 :** « **Comment poursuivre ce Contre-Forum, quelles suites lui donner etc...** », : discussion et débat ouvert avec la salle animé par Patrick Guivarch du cinéma Utopia, Jean-François Hersent, Irène Pereira, Valérie St Do et Alain Lefebvre.

**16h45: Clôture du contre-forum par Sud-Culture 84 de la Culture**